



Observatoire des sciences sociales sur la Covid-19

Le Bulletin de l'Obss

N° 4- juin 2020

Sommaire

N° 4 juin 2020

Éditorial

2 L'utilité des sciences

Billets et articles

4 Sciences sociales en temps de crise sanitaire

7 Esprit critique

11 Covid et science ouverte

Regard jeunes chercheurs

14 Covid et communication

Mieux vaut en rire

20 La punition des Blancs

20 Un fou confiné ?

Annonces

CRDI Appel à propositions :
COVID-19 Programme
d'innovation en matière de
données et d'intelligence
artificielle destiné aux pays du
Sud

<https://www.idrc.ca/fr/financement/covid-19-programme-dinnovation-en-matiere-de-donnees-et-dintelligence-artificielle>

Un observatoire et son bulletin

Dans l'objectif de mettre en place un système de veille et d'analyses visant à mobiliser les scientifiques et à éclairer le monde de la décision en lien avec le développement de la pandémie du Coronavirus COVID 19, nous avons monté un observatoire des sciences sociales sur cette pandémie dont témoigne ce bulletin.

Il s'agit d'un outil pour le brassage dynamique d'idées et la réflexion en temps réel pour nourrir la recherche, qui est animé conjointement par deux centres de recherche en sciences sociales au Congo, en l'occurrence le Laboratoire de recherche en sciences sociales économiques et politiques (LARSEP) et l'Observatoire de la Gouvernance (OG), en collaboration avec des chercheurs de l'Institut des Mondes Africains (IMAf) en France. Face à la situation exceptionnelle de la pandémie qui mobilise fortement les communautés scientifiques du monde entier, nous avons pensé que les sciences sociales pouvaient également apporter leur pierre à l'édifice pour la compréhension des pratiques sociales et politiques en lien avec la pandémie.

Édito

L'utilité des sciences sociales face au Covid-19 est une question qui se pose avec acuité dans le contexte de la crise sanitaire que nous vivons actuellement. Aux yeux des décideurs, cette pandémie apparaît a priori comme une question essentiellement biomédicale. *Suite à la page 2.*

Édito

L' utilité des sciences sociales face au Covid-19 est une question qui se pose avec acuité dans le contexte de la crise sanitaire que nous vivons actuellement. Aux yeux des décideurs, cette pandémie apparaît a priori comme une question essentiellement biomédicale.

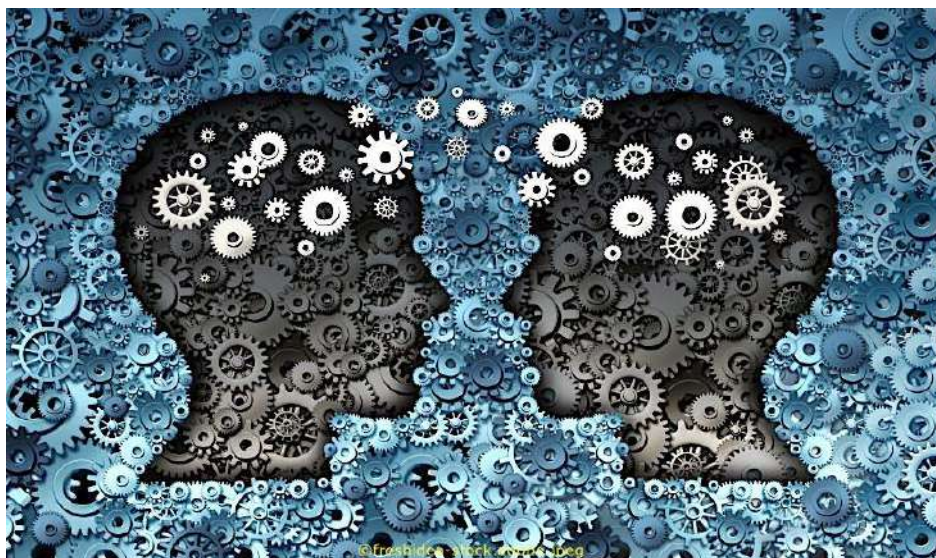
Dans ce numéro de notre bulletin nous ouvrons une série d'articles qui va s'appesantir sur la question du rapport des scientifiques au politique. Il nous semble important en effet de réfléchir à ce qui est en train de se passer avec l'exposition quotidienne dans les médias des scientifiques spécialistes des sciences médicales. L'opinion publique suit littéralement en direct l'exposition d'hypothèses explicatives différentes, voire contradictoires, émanant de multiples spécialistes en médecine hospitalière, en virologie, épidémiologie, etc. La plupart des citoyens qui peuvent avoir du mal à comprendre et à juger des tenants et des aboutissants de ces débats, sont effrayés par ce qui apparaît à leurs yeux comme une cacophonie scientifique. Si les chaînes d'information continue et les réseaux sociaux qui sont toujours à l'affût de « scoop » ou de « buzz » jouent un grand rôle important dans cette exposition en direct du processus de la recherche habituellement réservé au monde des spécialistes, il ne faut pas oublier que ces nouveaux médias prennent rarement le temps de vérifier des informations parfois idéologiquement biaisées. Ils sont de ce fait les meilleurs relais et diffuseurs des *fake-news* et des rumeurs, et l'information scientifique semble être bien prise dans ce tourbillon de la vitesse médiatique et de la désinformation.

Le billet sur les *Sciences sociales, le politique et le Covid-19* souligne que le savant et le politique ont plus que besoin l'un de l'autre dans le contexte de cette pandémie, tout en mettant en exergue les différences entre la science, le sens commun et le politique. L'urgence à laquelle la pandémie soumet le « monde de la décision », qui lui-même se tourne vers le « monde scientifique » pour trouver des solutions, pousse à une sorte d'impératif de *publication en temps réel*, une question importante qui sera également abordée dans ce numéro. Sur le terrain de la *communication de crise* on verra que l'urgence de la pandémie ainsi que les enjeux qu'elle recèle peut engendrer une *crise de la communication*. La pandémie du Covid-19 offre en effet un terrain intéressant pour observer les modes d'action des différents acteurs sociaux impliqués comme sur une scène de théâtre, mais également leur mode de communication.

Comment faire de la science de manière rigoureuse en temps de crise ? Comment le monde scientifique se rapporte-t-il au monde de la décision, et vice-versa ? Quelles sont les implications d'une communication publique en contexte de crise ? Telles sont quelques-unes des questions que nous abordons dans ce numéro. Nous espérons que ce questionnement et quelques-unes des réponses qui y ont été apportées dans les différents billets de ce numéro 4 de notre bulletin, vont contribuer à enrichir le débat sur *le savant et le politique*.

Sylvie Ayimpam et Jacky Bouju

Billets et articles



Les sciences sociales, le politique et le Covid-19

(1) *Les sciences sociales et le politique*

Jacky BOUJU et Sylvie AYIMPAM

Cent ans après la parution de l'ouvrage *Le Savant et le politique* du sociologue Max Weber, le monde a beaucoup changé et les rapports de la science à la politique aussi. La gestion de la catastrophe sanitaire du Covid-19 nous offre l'opportunité de reprendre à nouveaux frais le débat autour des principaux enjeux de la collaboration du « savant » et du « politique ». Dans ces circonstances particulières où les attentes vis-à-vis de la science pour affronter la catastrophe du Covid-19 sont immenses, il nous a semblé intéressant de souligner l'intérêt que les décideurs publics auraient de collaborer avec les spécialistes en sciences humaines et sociales. En effet, la pandémie du Covid-19 n'est pas seulement l'affaire des sciences biomédicales. Elle dévoile notre vulnérabilité individuelle et collective. En révélant les dysfonctionnements économiques et politiques de nos sociétés, elle soulève des questions auxquelles les sciences sociales peuvent apporter des réponses.

Les sciences sociales et le politique

La question de l'utilité des sciences humaines et sociales pour le politique n'est pas nouvelle. Elle est d'ailleurs à l'origine de la distinction entre recherche et expertise sur laquelle nous ne reviendrons pas ici. On se contentera seulement de relever quelques caractéristiques en rapport avec notre problématique. En sciences humaines et sociales, la recherche est caractérisée par un ensemble de principes, de normes cognitives et de méthodes qui définit le cadre épistémologique d'un champ disciplinaire. La recherche prend du temps et le scientifique est avant tout redevable de ses résultats

devant la communauté de ses pairs (la validation de ses travaux se fait via les publications scientifiques). Politiquement, le chercheur est (était) un *outsider* dont l'autonomie et l'indépendance dans le choix des objets de recherche était garanti par le pouvoir politique qui le finançait.

Par la suite, le politique – qui s'est progressivement soumis aux impératifs de l'ordre néo-libéral mondialisé – a exercé des demandes plus pressantes vis-à-vis de la science et de la technologie afin de lui apporter des réponses adéquates dans une situation de concurrence internationale généralisée. La participation des spécialistes en sciences humaines et sociales aux activités des agences de développement nationales et internationales ou des bureaux d'études a contribué à leur professionnalisation progressive et à leur dispersion dans de nombreux secteurs d'activités. Au cours de ce processus, le spécialiste en sciences humaines et sociales s'est mué en « praticien » dont le métier consiste à répondre (en tant qu'expert) dans des délais généralement très courts à une commande émanant, par exemple, d'un commanditaire institutionnel¹. La généralisation de l'expertise en sciences sociales marque l'emprise du politique sur la science.

La recherche, l'expertise et les controverses scientifiques

Depuis lors, le chercheur en sciences sociales a perdu son autonomie relative et son métier se rapproche singulièrement des conditions d'exercice du praticien ou de l'expert. Même si son savoir reste contrôlé et validé par sa communauté scientifique d'appartenance disciplinaire, il est en permanence obligé de négocier ses moyens de recherche en fonction des politiques scientifiques, des contraintes budgétaires et des exigences de la demande sociale. Mais le temps de la recherche, n'est pas celui de l'expertise. Il n'est pas non plus celui de la décision politique. Dans la relation du « savant » au « politique », il y a donc une contradiction du fait que le politique a besoin de réponses rapides pour rassurer les citoyens, alors que le scientifique a besoin de temps pour analyser une situation ou pour trouver et mettre au point, par exemple, un traitement efficace sans danger pour la vie humaine.

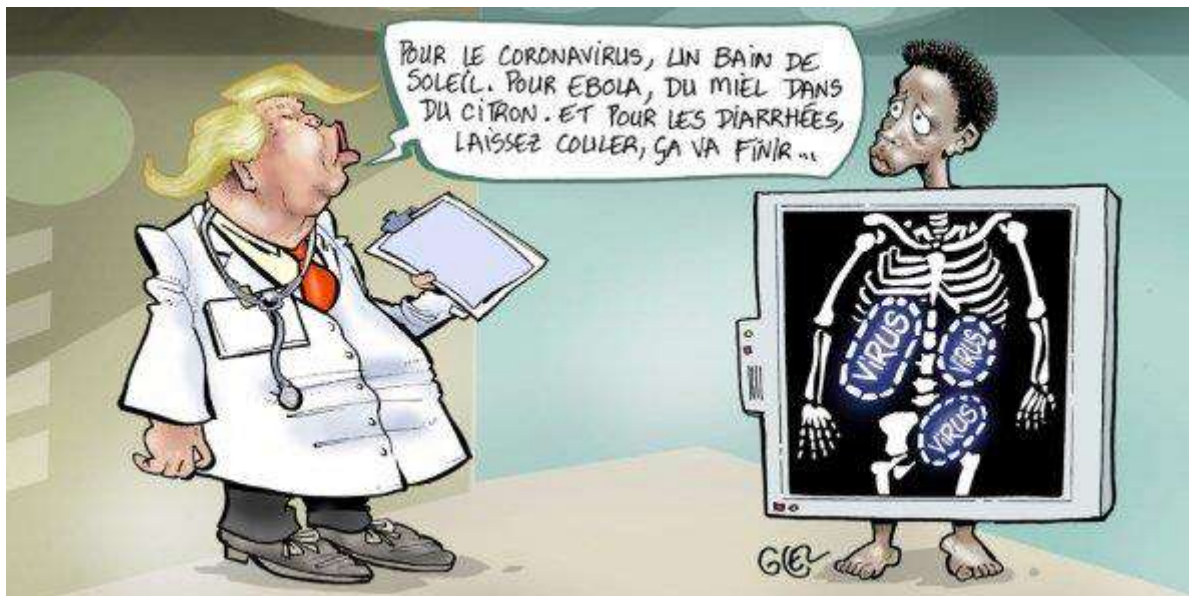
Cette contradiction a éclaté au grand jour, quand la catastrophe sanitaire mondiale de la pandémie du Covid-19 a ramené le « savant » au premier plan. Le scientifique s'est trouvé brutalement extrait de la « zone de confort » du monde de ses pairs et violemment emporté dans un flux médiatique ininterrompu et désordonné de communications, de déclarations et d'informations. La démarche scientifique se fait d'habitude paisiblement, au rythme lent de l'activité de recherche au sein du laboratoire. Elle est généralement faite de controverses qui permettent de faire progresser la connaissance dans la confrontation de différentes hypothèses et leur mise à l'épreuve méthodologique. Ces débats d'experts qui soulignent les incertitudes d'un savoir en devenir ne sont généralement pas bien compris quand ils entrent dans la sphère publique (Schneider, 2020)².

C'est ce qui s'est passé avec l'exposition quotidienne dans les médias d'hypothèses explicatives différentes, voire contradictoires, émanant de multiples spécialistes en médecine hospitalière, en virologie, épidémiologie, etc. La plupart des citoyens – qui ne sont pas en capacité de comprendre et de juger des tenants et des aboutissants de ces débats – ont été effrayés par ce qu'ils ont considéré comme une cacophonie scientifique. Au cours de ce processus, la parole scientifique a perdu de sa

¹ Les sciences sociales conduisent donc à deux types de métiers très différents : celui de « chercheur » qui investit en profondeur dans le temps long et celui de « praticien » qui procède à des expertises factuelles de courte durée. Le travail de ce dernier consiste à produire rapidement des informations contextualisées pour la préparation, la mise en œuvre, l'accompagnement ou l'évaluation d'une politique publique ou d'une action localisée qui tente de résoudre un problème technique, cognitif ou normatif dans la réalité sociale.

² Mathieu SCHNEIDER, Débat : le savant et le politique en 2020, un attelage de fortune ?, *The Conversation*, 6 mai 2020, 20 :44 CEST. <https://theconversation.com/debat-le-savant-et-le-politique-en-2020-un-attelage-de-fortune-137529> .

crédibilité populaire. La peur et l'angoisse ont repris le dessus. Ainsi qu'en témoigne la violente polémique qui traverse les débats actuels sur l'hydroxy-chloroquine ou le *Covid-Organics* malgache, on ne fait quasiment plus de différence entre le chercheur et le charlatan. Dans ce contexte, le politique qui est aujourd'hui tenu par la société pour responsable d'événements sur lesquels il n'a aucun contrôle, rejettera toujours plus la responsabilité sur les scientifiques qui auraient pu les anticiper ou les prévoir. En ce qui concerne le rapport entre le scientifique et le politique, il n'est pas certain que le retour du scientifique au premier plan médiatique soit une bonne nouvelle.



Le sens savant, le sens commun et l'idéologie

Les chaînes d'information continue et les réseaux sociaux qui prennent rarement le temps de vérifier des informations parfois idéologiquement biaisées, bruissent de *fake-news* et de rumeurs. Cet état de fait révèle une autre différence importante entre la science, le sens commun et le politique : la science ne procède pas de la même manière que l'idéologie. En effet, l'idéologie consiste à présenter un fait/discours subjectif comme s'il était objectif. C'est d'ailleurs ce que font quotidiennement le discours politique et le sens commun. A contrario, le savoir scientifique, consiste à présenter un fait/discours subjectif de la manière la plus objective possible tout en signalant ses conditions de subjectivité. Les valeurs qui saturent l'idéologie du discours commun sont des faits que le spécialiste en sciences humaines et sociales analyse en dehors de tout jugement normatif, c'est-à-dire sans faire de « jugement de valeur »³, et en se débarrassant le plus possible de tout préjugé et de toute préconception précise le sociologue Émile Durkheim. L'application du principe de « neutralité axiologique » construit l'objectivité du discours scientifique comme condition de sa validité, et c'est par son truchement que Max Weber distingue le « savant » du « politique ».

En toute situation, le devoir des sciences sociales devrait être de rester fidèles à l'idéal humaniste et universaliste qui sous-tend toute la science, et de défendre plus que jamais ces principes en politique, comme le souhaite Eric Villani⁴.

³ La socio-anthropologie, par exemple, contrôle la subjectivité ontologique de son discours en le construisant de la manière la plus objective possible tout en signalant ses conditions de sa subjectivité.

⁴ Cédric VILLANI, « De la difficile équation entre science et politique », *The Conversation*, 18 mai 2020, 21:25 CEST. <https://theconversation.com/de-la-difficile-equation-entre-science-et-politique-138272>

Les sciences sociales et le politique face au covid-19 : une collaboration compliquée

La pandémie du Covid-19 montre que le savant et le politique ont plus que besoin l'un de l'autre. En effet, pour progresser, le spécialiste en sciences humaines et sociales a besoin que le politique garantisse à la fois son financement, son indépendance et qu'il lui laisse le temps de chercher. De même, pour prendre des décisions informées scientifiquement, le politique a besoin des résultats des scientifiques. Le schéma idéal serait que le politique prenne des décisions éclairées, à la suite d'un débat citoyen qui aurait discuté les options cohérentes et acceptables fournies par les scientifiques. Mais bien souvent ce n'est pas ainsi que cela se passe. Au plan national, les scientifiques sont souvent consultés trop tard, ou le politique passe outre les connaissances scientifiques, et le débat citoyen a rarement lieu. Aujourd'hui, la pandémie progresse dans le monde et pour l'instant les sciences biomédicales ne savent pas comment le coronavirus va évoluer ou muter, et encore moins s'il va y avoir ou non une deuxième vague de contamination. L'incertitude règne, le risque de contamination et le danger potentiel qu'il représente, se propage d'autant plus rapidement et se répand d'autant plus largement que l'invisibilité est forte.

Dans un tel contexte, les sciences humaines et sociales démontrent leur utilité. Elles s'informent en temps réel en analysant les situations et en comparant les expériences des différents pays. Elles agissent aussi en proposant des analyses qui mesurent les impacts sociaux, politique ou psychologiques que provoque la pandémie du covid-19. Le politique aurait donc intérêt à s'appuyer sur les sciences humaines et sociales pour affronter la catastrophe du coronavirus. Elles peuvent en effet décrypter les logiques locales de perception du risque, comme on le verra dans la seconde partie de cet article.

A suivre....dans le prochain numéro du bulletin



Kokoszka et Bergeaud-Blackier, in *Carnet de recherche coronavirus*

De l'art de conjuguer esprit critique et démarche scientifique

Mehdi KHAMASSI et Frédéric DECREMPS
THE CONVERSATION

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » moralisait Rabelais qui, dans le même temps, préconisait à Gargantua une pratique sportive intense et des études supérieures pour modeler « un esprit sain dans un corps sain ». En science, il ne suffit pas de posséder un savoir encyclopédique pour donner une lecture interprétative d'un monde en progrès. Il faut aussi savoir conjuguer la démarche scientifique et l'esprit critique.

Démarche critique et université de recherche

De façon générale, lorsque les étudiants sont sollicités pour livrer une définition simple de la connaissance scientifique, leur réponse fait appel à leurs savoirs intuitifs, à leurs convictions intimes, parfois à la politique ou même à la religion. Mais la réponse est complexe, et elle se construit souvent sur le mode négatif : « ce qui n'est PAS une science, c'est... ».

On peut ensuite questionner la nature du savoir scientifique via une introduction à l'épistémologie. Ce terme peut effrayer, mais permet de poser le problème clairement. À l'inverse des sciences humaines, si l'enseignement scientifique affiche une apparente objectivité, il est souvent constitué de dogmes que l'enseignant transmet de façon inconsciente en faisant appel à des arguments conceptuels ou mathématiques dont la rigueur est indiscutable. Il faut donc aborder les notions de réfutabilité et de paradigme, fondements mêmes de l'esprit critique.

L'enseignement des sciences permet avant toute chose de tester notre manière de penser et nous oblige à nous extraire de nos propres certitudes. Une bonne approche pour expérimenter cela est de, nous-mêmes, enseignants, faire preuve de sens critique, de logique, de passion, d'ouverture, de capacité à se mettre à la place de l'autre, pour espérer que les étudiants intègrent ces principes et réflexes fondamentaux.

Insertion dans la vie active

Tous les trois ans, le [programme PISA](#) compare la compréhension de l'écrit, la culture mathématique et scientifique chez des élèves de quinze ans pour évaluer leur capacité d'insertion dans la vie active. Sans chercher à reproduire le programme PISA, voire en complément des capacités qui sont évaluées par ce type de programme, nous pensons que la culture scientifique et l'esprit critique sont essentiels pour permettre aux futurs citoyens de s'insérer dans la vie active, de prendre une part dans la société, d'y penser par eux-mêmes, et d'éviter ainsi de tomber dans ce que Hannah Arendt appelle « la banalité du mal ».

C'est ce que nous essayons de mettre en place dans le cadre de notre UE DEMARCHE, qui relève des ateliers de recherches encadrés (ARE) de l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC), ateliers qui sont un véritable laboratoire pour l'innovation pédagogique. Chaque étudiant y est guidé pas à pas pour apprendre le travail en autonomie et/ou en groupe, s'approprier une thématique scientifique, mener un raisonnement dans le domaine et restituer le processus de réflexion et les conclusions qui en découlent.

Un de nos objectifs est de favoriser la prise de recul vis-à-vis de ses propres conceptions et préjugés, mais aussi de la connaissance scientifique et de son rôle dans la société actuelle ou future.

Déconstruction d'une théorie

Si l'on considère par exemple l'enseignement de la « physique classique du mouvement ». La théorie newtonienne possède un pouvoir de prédiction très puissant sous réserve que l'on soit conscient qu'elle est, comme toute théorie, un paradigme, qu'elle s'inscrit dans une histoire des sciences, et qu'elle possède donc ses propres limitations et hypothèses.

Nous poussons les étudiants à réfléchir sur le long processus de la déconstruction d'une théorie, sur la place du langage et des chiffres dans la société et sur l'influence qu'exerce la formulation d'un énoncé sur sa compréhension, sa capacité à convaincre ou au contraire à choquer.

Nous les mettons en garde sur les risques de fraudes scientifiques, de sur-interprétations, de manipulations ou de conflits d'intérêts. Nous engageons les étudiants à prendre du recul et à faire preuve d'esprit critique, à confronter les avis d'experts, à estimer la fiabilité des sources, à prendre conscience des écarts significatifs entre le temps du journalisme et celui du scientifique et nous listons les précautions à prendre autour de la publication d'un résultat scientifique pour ne pas tomber dans le piège du scoop médiatique. Nous espérons qu'ils parviendront ainsi à se forger un mécanisme durable d'« autodéfense intellectuelle », pour reprendre l'expression de Normand Baillargeon, qui leur servira tout au long de leur vie professionnelle et personnelle.

Travaux de recherche

Plus que nos travaux de recherche eux-mêmes, nous tentons de transmettre une éthique que l'on puise dans notre métier de chercheur : faire prendre conscience aux étudiants que la recherche scientifique est un domaine vivant, que toute connaissance se situe temporellement dans un processus créatif et laborieux de production et de transmission auquel ils sont invités à participer activement, leur faire admettre que sans controverse il n'y a pas de progrès.

Les étudiants n'ont généralement qu'une vague idée du lieu où ils passent une grande partie de leur temps, l'Université (l'UPMC dans leur cas particulier). Nous essayons à la fois d'apporter une

réflexion générale sur les sciences du point de vue de l'histoire et de l'épistémologie et de nous appuyer sur des connaissances scientifiques en tant qu'outils pour développer l'esprit critique chez nos étudiants. Nous les faisons réfléchir sur la connaissance elle-même, comment et par qui elle est définie, créée, transmise, et acceptée ou pas.

L'image

Nous nous intéressons par exemple au rôle et à l'impact de l'image dans le monde qui nous entoure, notamment les illusions cognitives et l'altération de l'information perçue par le cerveau. Nous montrons en cours un certain nombre de résultats scientifiques sur l'utilisation de ces mécanismes par la publicité de masse pour mieux nous influencer, le plus souvent sans que nous en ayons conscience. Indépendamment de la question (politique) de limiter ou pas la publicité, nous voulons donner un maximum d'esprit critique aux étudiants pour qu'ils connaissent les mécanismes en jeu et puissent mieux réfléchir par eux-mêmes sur ce sujet.

Les sciences cognitives sont un corpus de disciplines scientifiques dédiées à la description, l'explication et la simulation des mécanismes de la pensée humaine, animale ou artificielle, et plus généralement de tout système complexe de traitement de l'information capable d'acquérir, de conserver, d'utiliser et de transmettre des connaissances. Les résultats des recherches en sciences cognitives peuvent donc nous aider à connaître les limites de notre propre cerveau, dans quelle circonstance il peut nous jouer des tours (comme dans le cas des illusions cognitives), quel peut être l'impact de ces faiblesses dans la société, mais aussi comment garder l'esprit critique et être conscient de ces faiblesses peut aider à être davantage maître de ses actes, et ainsi jouer pleinement le rôle de citoyen ouvert, sceptique et responsable dans le monde qui l'entoure.

Comment faire face au couperet de l'évaluation ?

Qui dit enseignement non traditionnel dit aussi adaptation de l'évaluation même des étudiants, c'est logique ! Au fond, nous misons sur le fait que les compétences et outils acquis au cours des premières séances vont inciter les étudiants à se poser la question spontanément ! Comment m'évaluer ? Curieusement, les étudiants sont parfois conservateurs et plutôt réfractaires au changement. Pourquoi abandonner des méthodes d'évaluations standards plébiscitées par leurs prédécesseurs ou eux-mêmes ? L'enseignant doit donc les faire réfléchir à des constructions sociales qui existent depuis très longtemps et qui perdurent par habitude ou pour des aspects pratiques. Un questionnaire à choix multiples est, par exemple, très facile à mettre en œuvre à l'échelle d'un amphithéâtre. Mais qu'est-ce qu'il évalue en fait ?

On questionne frontalement nos étudiants : comment évalue-t-on une compétence ou un effort ? Faut-il évaluer l'acquisition d'une connaissance pure à un instant donné ou bien la qualité d'un apprentissage et l'augmentation du savoir et des compétences sur le long terme ? L'idée est donc de trouver ensemble, étudiants et enseignants, un moyen d'évaluer les acquis sur le long cours, à chaque séance, avec entre guillemets un « cahier de compétences » que l'on « remplira » ensemble. L'enseignant n'est donc plus là pour sanctionner, mais pour guider et expliquer comment s'améliorer.

Ouvrir l'étudiant à la pensée scientifique

L'université est un lieu de production et de transmission du savoir, deux activités qui vont de pair avec une réflexion transverse sur le rôle de la science dans la société et les enjeux d'une formation scientifique pour le citoyen. Au-delà de l'importance de la transmission du savoir et des

connaissances, notre rôle est aussi d'ouvrir nos étudiants à la pensée scientifique, une pensée qui interroge, déconstruit, contredit et qui le fait sans choquer ni juger.

La formation par la méthode scientifique est un moyen d'acquérir une autonomie dans notre réflexion face à nos propres convictions, croyances, pour nous arracher aux présuppositions qui enferment les discussions dans des bornes fermées et ainsi nous ouvrir à d'autres questionnements possibles.

Ça ne veut pas dire que de faire des études de sciences dures est un garant de prise de recul et d'ouverture, car il peut en résulter parfois un renforcement du dogmatisme, ou d'une pensée magique et numérologique qui réduit le monde à une seule vérité. D'où le besoin d'esprit critique ! Ensemble, modestement, mais avec passion, et de manière complémentaire, parfois même contradictoire (et c'est tant mieux !), nous tentons avec cet enseignement d'apporter une petite contribution dans ce sens.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. <https://theconversation.com/de-lart-de-conjuguer-esprit-critique-et-demarche-scientifique-55531> - article original

Mehdi KHAMASSI et Frédéric DECREMPS

THE CONVERSATION

11 mars 2016



Science ouverte en temps de coronavirus : Publication en temps réel

Alexandre HOCQUET
THE CONVERSATION

Qui n'a pas un avis sur l'hydroxychloroquine ? Les développements récents des dernières recherches à Marseille sur les potentialités de cet antipaludéen pour réduire la charge virale du SARS-CoV-2 passionnent. Évidemment, la pandémie actuelle est une crise sanitaire soudaine et inédite par son ampleur. Qui dit soudaineté et ampleur dit panique généralisée : la science est sommée de trouver des solutions au plus vite. Mais au fait, à quelle vitesse va la science ? L'exemple de la publication du groupe de Didier Raoult nous permet de mettre en lumière une évolution des pratiques d'« évaluation par les pairs », c'est-à-dire le processus censé valider les publications scientifiques, une évolution qui permet de nous interroger sur ce que signifie être « ouvert » en science.

L'évaluation par les pairs, processus-clef de validation de la science

Les études concernant l'évaluation de médicaments durent des années, voire des décennies. Le procédé de publication qui suit prend généralement des mois, voire des années : il est de plus en plus difficile pour les revues scientifiques de trouver des rapporteurs – les pairs, experts chargés de lire l'article et de rédiger un rapport – et de faire en sorte que le rapport soit rendu rapidement. Le travail est contraignant, car le volume des manuscrits soumis augmente exponentiellement, il est anonyme et bénévole, et est à haute responsabilité puisque le rapport est censé être le garant de la validité de la publication. À titre d'exemple, l'auteur de ces lignes attend toujours des nouvelles des rapporteurs d'un manuscrit soumis en novembre... 2017.

Mais en temps de crise urgente, avec des moyens, on peut faire une étude préliminaire en 15 jours et la publier très rapidement. En soumettant son manuscrit à un journal le 18 mars, on peut obtenir des rapports pour publier... le 20 mars ! À situation exceptionnelle, temps de publication exceptionnel. Les deux rapporteurs ont donc analysé la publication et rendu leur rapport en moins de deux jours. La science semble capable d'aller très vite quand il y a urgence.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est que la critique de la science peut elle-même aller très vite. En temps de panique mondiale, les publications qui traitent de potentiels traitements concernant le coronavirus sont scrutées par un lectorat attentif et nombreux. Parmi eux, des collègues, des concurrents, des

médecins, des pharmaciens, des microbiologistes, des statisticiens, des bioinformaticiens, des curieux, des enthousiastes, des malveillants : une myriade de rapporteurs potentiels d'horizons divers, contrairement aux rapporteurs désignés par les revues, qui sont rarement éloignés thématiquement.

Pour les revues scientifiques, l'évaluation par les pairs joue à la fois le rôle de certification (l'article mérite-t-il d'être publié ?) mais aussi d'évaluation proprement dite (l'article est-il assez bon pour telle ou telle revue ?). L'effet pervers est qu'un article est considéré comme bon ou pas selon le prestige de la revue dans lequel il paraît, au détriment de l'évaluation de son contenu proprement dit.

Ouvrir l'évaluation des articles scientifiques

PubPeer est une plateforme web créée en 2012, dont le but est de potentiellement ouvrir un forum de discussion à propos de n'importe quel article. Elle a été imaginée par ses créateurs comme la version en ligne d'un *journal club* (une réunion de laboratoire au cours de laquelle on critique des publications). Née de la frustration qui découle de la quasi-impossibilité de critiquer les articles dans le cadre des revues elles-mêmes, PubPeer est une forme d'évaluation par les pairs après la parution de l'article, dite « post-publication ». Elle est radicale au sens où n'importe qui peut commenter, y compris anonymement. Le principe « tout le monde peut contribuer » ressemble à Wikipédia – où une contribution peut effectivement être critiquée ou annulée par n'importe qui – à la différence que dans PubPeer, on commente les articles mais on ne les modifie pas.

Et comme dans Wikipédia, les articles les plus affectés sont ceux sous le feu médiatique. Qui dit commentaires d'horizons différents dit critique multi-angle. Dans le fil PubPeer dédié à l'article de notre exemple, on trouve pêle-mêle des critiques sur le processus de publication, la conformité à l'état de l'art, l'éthique médicale, la méthodologie statistique, le traitement statistique. On y trouve aussi, et c'est nouveau, des réanalyses, c'est-à-dire que le commentateur.trice a extrait des données fournies par les auteur.es. Pour en faire de nouvelles courbes, de nouveaux graphes, de nouvelles interprétations et mettre sur le gril les conclusions de l'article (notons que la mise à disposition de données par les auteur.e.s est loin d'être systématique). La publication devient vivante et non plus figée, de même qu'un article de Wikipédia n'est, par définition, jamais fini.

PubPeer est de cette façon en quelque sorte un réseau social : les critiques, les réanalyses, les éventuelles réponses des auteurs sont discutées, débattues. Le rapport d'une publication devient lui-même vivant. En temps de crise, c'est même un bouillonnement. La publication du groupe de Didier Raoult a été décortiquée en moins de temps qu'il n'a fallu pour la publier : une centaine de commentaires sur PubPeer entre mi et fin mars fait ressembler l'article à une publication « en temps réel ».

Qui peut commenter et critiquer un travail scientifique ?

PubPeer est critiquée chez les scientifiques pour son anonymat et (parfois à raison) pour son atmosphère de dénonciation... exactement comme l'anonymat dans Wikipédia est critiqué. Dans les deux cas, l'anonymat est vu comme une garantie de fonctionnement par la communauté (puisqu'il permet d'échapper aux pressions) et comme une lâcheté par le public extérieur hostile. Comme le soulignent Michel Dubois et Catherine Guaspere, la tension réside dans ce qui constitue un « pair ». Comment libérer la parole des commentateurs dans un monde de la recherche hiérarchisé et compétitif, tout en protégeant les auteurs d'attaques malveillantes ? Comme dans Wikipédia, PubPeer possède ses règles pour veiller à ce que l'attention soit portée sur le contenu plutôt que sur l'interlocuteur, mais comme dans Wikipédia, les attaques malveillantes existent, y compris envers les commentateurs.

Une autre critique de PubPeer et Wikipédia concerne l'omniprésence de l'obsession pour les détails techniques (comme la retouche d'images) plutôt que le fond des articles. Ce qui se passe sur PubPeer est aussi performatif : les contributeurs et contributrices y jouent un rôle d'entrepreneur de morale en définissant par les commentaires ce qui est acceptable ou déviant. En quelque sorte, la diversité thématique des commentaires concernant la publication de Didier Raoult redonne ses lettres de noblesse de *journal club* à PubPeer. C'est l'avantage d'un accès inclusif à la possibilité de critiquer, combiné à la situation d'urgence planétaire : des commentatrices et commentateurs d'horizons très divers s'intéressent subitement à l'hydroxychloroquine. La situation permet l'émergence d'un *journal club* globalisé et en temps réel.

Il serait naïf de voir PubPeer comme le monde enchanté de la science qui progresse par le débat, mais symétriquement, il serait tout autant naïf de penser que le système de publications tel qu'il existe se prête volontiers à la critique constructive. Dans leur grande majorité, les articles dans les revues ne peuvent pas être commentés ; la fonction d'une publication est plus de marquer la primauté que d'engager un débat, que la structure conservatrice des revues scientifiques décourage.

De fait, PubPeer a mauvaise presse dans les institutions scientifiques. Ces dernières encouragent les chercheurs.es à publier *ouvert*, à rendre accessibles leurs données, mais critiquent les initiatives *ouvertes* qui échappent à leur contrôle. Tout le monde veut de la science ouverte, mais la communauté scientifique a du mal à se rendre compte que l'encouragement à l'ouverture des données (au nom de l'exigence de transparence) a comme conséquence la réutilisation possible de ces données donc, entre autres, l'ouverture à la critique post-publication, quasi inexistante jusqu'à présent.

Cette vision de l'ouverture de la science chamboule les règles établies

Il existe des revues scientifiques qui changent les règles de l'évaluation par les pairs. Plusieurs axes concourent à séparer l'évaluation de la certification : rapport avant ou après la publication, rapport confidentiel ou ouvert, invité ou spontané, anonyme ou identifié. Certaines pratiques éditoriales nouvelles transforment une *version of record* (une version de référence) en un *record of versions* (un enregistrement de plusieurs versions). Malheureusement, les revues les plus prestigieuses, celles qui font et défont les carrières les plus brillantes, sont souvent adeptes du *status quo*.

En ce sens, la plate-forme PubPeer ne se contente pas de saper le conservatisme des revues scientifiques. En remettant en cause le procédé d'évaluation par les pairs, elle questionne l'utilité même du concept de publication et de revue scientifique. Même sans aller jusqu'aux cas extrêmes de rétractation, la publication risque de voir son rôle de document de référence gravé dans le marbre battu en brèche, et la revue scientifique, son rôle de gardien du temple. Cette vision de l'*open* est une forme d'ouverture qui place l'inclusivité au centre de ses préoccupations. Elle pose des problèmes (comme la question de la légitimité) en essayant d'en résoudre d'autres, mais elle a le mérite de faire prendre conscience que certaines façons d'être ouvert sont plus complexes et remettent en cause plus de choses que l'on imagine... comme Wikipédia.

Alexandre HOCQUET
THE CONVERSATION

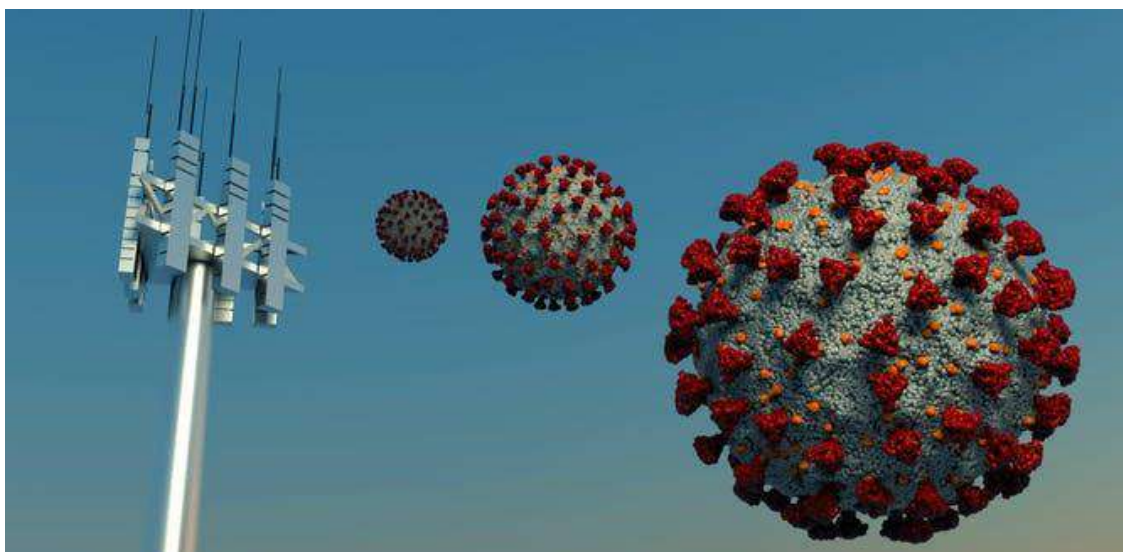
3 mai 2020

Source : originellement publié sous licence Creative Commons.

<https://theconversation.com/science-ouverte-en-temps-de-coronavirus-publication-en-temps-reel-136397->



Billet des jeunes chercheurs



Covid-19 en RD Congo : de la communication de crise à une crise de communication

Bienvenu KOBONGO

Covid-19 à Kinshasa : le confinement, la communication et les silences

La pandémie de Covid-19 offre un terrain intéressant pour observer les modes d'action et de communication des différents acteurs sociaux, publics et privés, nationaux et internationaux. Nous allons aborder ici la question de la communication, telle qu'elle est mise en œuvre et mise en scène par les principaux acteurs chargés de lutter contre la pandémie du Covid-19 dans le contexte congolais. On sait que le confinement est la principale mesure barrière de protection contre la Covid-19. Mais le confinement ainsi que les autres mesures barrières contre la covid-19 semblent être une métaphore du silence : on fuit la pandémie en se cachant dans les maisons, et on communique avec une certaine distance. De même, elles rappellent les pratiques sociales des catégories faibles en temps de guerre, c'est-à-dire les populations civiles, qui sont alors vulnérables. En effet, ceux qui ont vécu les conflits armés savent qu'en de telles périodes, le silence et le confinement valent de l'or. Seuls les militaires et leurs armements ont généralement le droit de faire du bruit, de s'attrouper, de circuler. Le confinement rime alors en quelque sorte avec le silence. De même, Le coronavirus ne fait pas de bruit, mais le danger qu'il représente est bien réel.

Au Congo-Kinshasa, dès le début de la pandémie, il a été mis en place un service public chargé de la « riposte » contre la pandémie et dénommé « Comité technique multisectoriel de lutte contre le Covid-19 ». A la tête du secrétariat technique de ce comité multisectoriel, on a placé un médecin, qui

a pris l'initiative d'organiser régulièrement des conférences de presse relayées par des chaînes de télévision pour informer le public des différentes questions en lien avec la pandémie. On observe alors qu'à travers ses différentes communications, le Médecin semble revêtir la casquette tantôt d'un communicologue, tantôt d'un anthropologue, tantôt encore d'un politique et/ou commerçant. Au gré de ces nombreuses casquettes, ce médecin qui a pourtant fait ses preuves dans le passé en étant l'un des meilleurs virologues au monde dans la lutte contre la maladie à virus Ebola, a donné cette fois-ci l'impression de faire de l'improvisation, de tâtonner. On y reviendra.

Covid-19 au Congo-Kinshasa : de la communication de crise à une crise de communication ?

De manière générale, la communication des acteurs publics censés aider la population à stopper la progression du coronavirus a été à la fois étrange et paradoxale. En effet, pour certains observateurs, la mauvaise communication des gouvernants et des différents responsables politiques et administratifs autour de cette pandémie pourrait avoir une part importante de responsabilité, dans l'hypothèse de morts par milliers à Kinshasa, ou d'une croissance exponentielle dans la chaîne de contagion du virus à Kinshasa. Ils porteraient de même la responsabilité si les mesures barrières contre la propagation du coronavirus ne sont pas respectées.

« C'est un Belge ! Non c'est un Congolais qui revient de Paris ! »

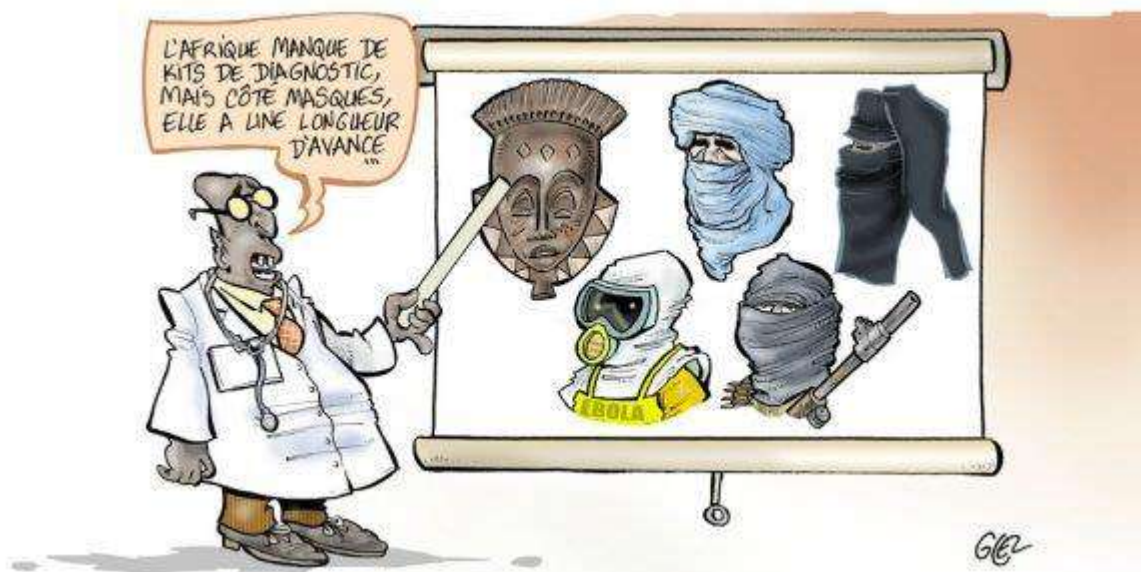
C'est dans une certaine confusion liée à la cacophonie de la communication du Ministre de la santé que la ville de Kinshasa enregistre le mercredi 10 mars 2020 son premier cas de coronavirus. Dès le matin, une vidéo montrant des éléments de la police investissant un hôtel situé dans le centre-ville circule très rapidement sur les réseaux sociaux, enflammant ainsi la toile internet. On voit dans cette vidéo que ces policiers qui encerclent l'hôtel ne portent pas d'équipement de protection. Une effervescence s'empare de la ville. Mais, c'est dans l'après-midi que finalement le Ministre de la Santé va se prononcer sur ce cas. La communication du Ministre sème la confusion sur l'identité du patient (Belge d'abord, ensuite Congolais). Cela a été suffisant pour que chacun se fasse son opinion. Les prochains cas de contamination enregistrés sont observés dans les milieux aisés, de même que parmi les personnes qui voyagent souvent à l'étranger. C'est aussi dans ces milieux qu'on recense les premiers cas des morts du covid19. La présidence de la République se place en tête du peloton. Certains médias, tout comme la rumeur, indiquent qu'il y aurait des cas de contamination parmi certains officiels, voire parmi les membres du Gouvernement.

Dans les jours et les semaines qui suivent le début de la pandémie à Kinshasa, la confusion et la cacophonie dans la communication officielle ont continué de plus belle. On pourrait analyser ici brièvement celle du médecin coordonnateur du Secrétariat Technique du « Comité Multisectoriel de la riposte contre le Covid19 ».

Dès la mise en place de ce secrétariat technique, on a observé qu'il a pris la responsabilité d'être le principal communicateur pendant les conférences de presse. Il n'a apparemment pas choisi de déléguer cette responsabilité à un autre membre du secrétariat technique. Il est possible qu'il ait eu raison sur le plan médical, de prendre la responsabilité de présenter personnellement les statistiques et les estimations de la progression de la pandémie. Il est cependant important de rappeler qu'en matière de communication publique la forme et le fond s'équivalent : l'un (e) sans l'autre ne vaut rien.

Il aurait par exemple été judicieux que ce médecin ne fasse pas sa communication, au sujet d'éventuels essais cliniques du futur vaccin contre le coronavirus au Congo, en étant assis sur une

même tribune (et juste à côté) que l'Ambassadeur des États-Unis ! De ce fait, le vaccin a été perçu comme un objet « néocolonial » et géopolitique. Par ailleurs, on observe qu'il a choisi de faire ses communications régulières au sujet de la progression de la pandémie devant les caméras des chaînes de télévisions en étant habillé en veste et en cravate, au lieu d'arborer une blouse médicale, tout comme il les fait dans une salle de conférence en lieu et place de son laboratoire, de sa bibliothèque, des livres et/ou ordinateurs. Cela a contribué à semer la confusion. Sa communication a été perçue et restituée comme une communication politique, alors que c'est une Communication de santé publique. Après de vives critiques dans l'opinion publique, le médecin a tenté d'éteindre la polémique en ces termes : « J'ai vu, comme tout le monde, une vidéo circuler dans les réseaux sociaux...mon intention n'était pas de dire qu'on va procéder aux essais cliniques sur les congolais...moi-même je suis congolais et je ne permettrai jamais une telle chose ».



La confusion dans la communication a été encore plus loin. En effet quelques temps après, l'Institut national de Recherches Biomédicales (INRB), dont il est le directeur général, a décidé de fabriquer et de commercialiser son propre gel hydro-alcoolique anti bactérien. La raison officielle était que les gels présents sur le marché n'étaient pas efficaces contre le coronavirus. La démarche est noble mais là encore, la communication pour l'annoncer ressemble plus à une réclame publicitaire qu'à la vulgarisation d'un produit d'hygiène. L'institut a recouru à un marketing de type commercial au lieu d'une communication des relations publiques. On sait que la première vise la vente d'un produit alors que la seconde vise la promotion de l'image de marque en mettant en exergue l'utilité sociale du produit.

Communication et confusion

Avec une telle communication, l'INRB est entré sur le terrain commercial. Il fallait s'attendre à une réplique des « concurrents » qui, estimant que l'INRB a « marché sur leurs plates-bandes », ont crié à une « concurrence déloyale ». Malgré sa renommée internationale et son image de marque de « tombeur » de l'épidémie d'Ebola, dans l'opinion publique, sur les réseaux sociaux et dans les forums de discussions, les Kinois n'ont pas été tendre à l'endroit du médecin responsable de la riposte contre le coronavirus : « il a perdu sa blouse blanche au profit de la cravate politique...qu'on lui dise nous ne sommes pas des cobayes...EZA Coop (coopération) d'ailleurs on peut comprendre pourquoi chaque Gouverneur de Province proclame l'existence du virus sur son territoire afin de revendiquer

sa part du gâteau obtenu de l’OMS et des États-Unis». Ce sont là quelques-unes des réactions qu’on a pu lire sur les forums de discussion.

On se demande pour finir, si en l’absence des communicologues spécialisés et face à une menace collective comme la pandémie du covid-19, ne valait-il pas mieux se taire que de parler avec maladresse ? Ne valait-il pas mieux afficher simplement les chiffres de progression ou de régression de la pandémie, ou faire des communiqués écrits, plutôt que d’organiser régulièrement des conférences de presse sans avoir les armes d’un bon communicologue dans une situation aussi névralgique ?

Bienvenu KOBONGO
Chercheur à l’Observatoire de la Gouvernance
Université de Kinshasa

Mieux vaut en rire qu'en pleurer



Si c'est Dieu qui punit les occidentaux... ?





LARSEP
Laboratoire de Recherches
en Sciences Sociales Économiques
et Politiques



IMAF
Institut des mondes africains
UMR 8171 (CNRS) - UMR 243 (IRD)

Le Bulletin de l'Obss

Directeur de publication : Jacky Bouju (LARSEP-Aix-Marseille Université)

Rédacteur en chef, composition : Sylvie Ayimpam (IMAF-LARSEP)

Secrétariat scientifique : Michel Bisa Kibul (OG, Université de Kinshasa)

Comité de rédaction : Jacky Bouju, Sylvie Ayimpam, Michel Bisa Kibul, Bienvenu Kobongo,
Bienfait Kambale, Faustin Nshizirungu, Gloria Pindi, Vévé Banza, Jacques Lutala, Bora
Kanyamukenge

Conception informatique et diffusion : Jacky Bouju

Site web : <https://larsep1.wordpress.com/>

E-mail : larsep@larsep.org
